



**Ficorec Audit**

132, boulevard Michelet  
13008 Marseille  
Tél.+33(0)4 91 32 19 19

[www.crowe-ficorec.fr](http://www.crowe-ficorec.fr)

**UNION DEPARTEMENTALE  
DES ASSOCIATION FAMILIALES  
DES BOUCHE-DU-RHÔNE**

**(UDAF 13)**

143 AV DES CHUTES LAVIE  
13013 MARSEILLE 13

SIREN : 782 886 386

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2023

***Présenté à l'Assemblée Générale du 15 juin 2024***

*Ce rapport contient 24 pages*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS****UDAF 13**  
Exercice clos le 31/12/2023

Aux membres de l'Assemblée Générale,

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF 13, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons réalisé notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

#### **Règles et principes comptables :**

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe et des informations ainsi dispensées, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### **Estimations comptables :**

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons réuni des éléments probants suffisants et appropriés sur le caractère raisonnable des estimations, notamment sur les titres de participation et sur les rubriques du bilan relatives aux fonds dédiés, et aux disponibilités.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 juin 2024.

## **6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

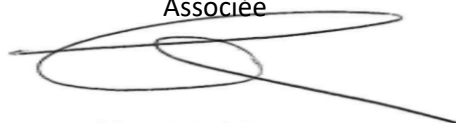
Conformément aux dispositions de l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille, le 14 juin 2024

**Le Commissaire aux comptes**  
**FICOREC AUDIT**  
Représenté par

**Caroline Costa**  
Associée

A stylized, handwritten signature in dark ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

**COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31/12/2023**

**BILAN ACTIF**

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	183 987	183 305	682	8 130	7 447	91.61
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions	4 112	925	3 186	3 774	587	15.56
	Installations techniques Matériel et outillage	1 207 962	1 175 684	32 278	47 475	15 197	32.01
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées	692 264		692 264	692 265	1	0.00
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	77 299		77 299	59 360	17 939	30.22
	Autres	9 418		9 418	9 418		
	<b>Total I</b>	2 175 041	1 359 914	815 128	820 421	5 294	0.65
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	201 368	7 027	194 341	113 776	80 565	70.81
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	76 827		76 827	280 295	203 468	72.59
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie	500 000		500 000		500 000	
	Disponibilités	2 368 854		2 368 854	2 382 154	13 300	0.56
	Charges constatées d'avance (2)	7 227		7 227	20 286	13 059	64.37
	<b>Total II</b>	3 154 276	7 027	3 147 248	2 796 510	350 738	12.54
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		5 329 317	1 366 941	3 962 376	3 616 932	345 444	9.55

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

# BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	304 898	304 898		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	745 228	745 228		
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	57 299	71 601	14 302	19,97
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	448 703	14 302	434 401	NS
	Situation nette (sous total)	1 441 530	992 827	448 703	45,19
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées	128 791	128 791		
	Total I	1 570 321	1 121 618	448 703	40,01
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	264 848	198 104	66 744	33,69
	Total II	264 848	198 104	66 744	33,69
	Provisions pour risques	340 482	481 565	141 083	29,30
DETTES (I)	Provisions pour charges	196 291	213 394	17 102	8,01
	Total III	536 773	694 959	158 185	22,76
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
DETTES (II)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		77	77	100,00
	Emprunts et dettes financières diverses	25 425	25 209	215	0,85
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	143 521	165 617	22 095	13,34
	Dettes des legs ou donations	7 924	39 367	31 443	79,87
	Dettes fiscales et sociales	938 330	1 078 154	139 825	12,97
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	339 776	267 317	72 459	27,11
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	135 458	26 510	108 948	410,97
	Total IV	1 590 434	1 602 251	11 817	0,74
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		3 962 376	3 616 932	345 444	9,55

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

1 454 976 1 575 741  
77

SARL MPEC

**FIGOREC AUDIT**

Société de Commissariat aux comptes

SAS Capital 40 000 €

SIRET 383 916 608 00011

132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE

Tél. 04 91 32 19 19

Fax 04 91 32 19 18

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Cotisations	2 568	5 625	3 057	54.35
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	925 284	882 041	43 244	4.90
Parrainages	72	863	791	91.68
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	6 179 164	5 664 956	514 209	9.08
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	2 398	30 761	28 364	92.21
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	354 785	101 025	253 761	251.19
Utilisations des fonds dédiés	83 120		83 120	
Autres produits	11	151	141	92.90
<b>Total I</b>	<b>7 547 402</b>	<b>6 685 422</b>	<b>861 981</b>	<b>12.89</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	1 273 621	1 210 402	63 219	5.22
Aides financières	6 895	37 027	30 132	81.38
Impôts, taxes et versements assimilés	504 721	413 103	91 618	22.18
Salaires et traitements	3 588 117	3 643 037	54 920	1.51
Charges sociales	1 398 909	1 280 705	118 204	9.23
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	28 268	28 144	124	0.44
Dotations aux provisions	151 690	83 775	67 915	81.07
Reports en fonds dédiés	149 864	83 120	66 744	80.30
Autres charges	20 877	38 970	18 093	46.43
<b>Total II</b>	<b>7 122 962</b>	<b>6 818 283</b>	<b>304 679</b>	<b>4.47</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>424 440</b>	<b>132 861</b>	<b>557 301</b>	<b>419.46</b>

**FIGOREC AUDIT**  
Société de Commissariat aux comptes  
SAS Capital 40 000 €  
SIRET 383 946 608 00011  
132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE  
Tél. 04 91 32 19 19  
Fax 04 91 32 19 18



## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 296	23 729	21 432	90,32
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	2 296	23 729	21 432	90,32
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	0		0	
Différences négatives de change		6	6	100,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total IV</b>	0	6	5	91,09
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	2 296	23 723	21 427	90,32
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	426 736	109 138	535 874	491,00
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	29 830	131 694	101 864	77,35
Sur opérations en capital		5 008	5 008	100,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
<b>Total V</b>	29 830	136 702	106 872	78,18
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	4 703	13 241	8 539	64,48
Sur opérations en capital	3 160	21	3 139	NS
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>Total VI</b>	7 863	13 262	5 399	40,71
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	21 967	123 440	101 473	82,20
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>				
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>				
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	7 579 529	6 945 853	733 676	10,72
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	7 130 826	6 831 551	299 275	4,38
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	448 703	14 302	434 401	NS

**FIGOREC AUDIT**

Société de Commissariat aux comptes  
SAS Capital 40 000 €  
SIRET 383 916 608 00011  
132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE  
Tél. 04 91 32 19 19  
Fax 04 91 32 19 18

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.  
L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice 2023 avant affectation du résultat est de : 3 962 376 €.  
Le résultat net comptable présente un bénéfice de 448 703 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 juin 2024.

## Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux règles particulières applicables au secteur associatif telles que décrites dans le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, le plan comptable des établissements Sociaux et Médico-sociaux élaboré avec application de l'instruction M22 selon un arrêté du 23 décembre 2019 complété de l'arrêté du 20 décembre 2018.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissement de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes et règlements obtenus.

Au titre de l'établissement des comptes 2023, et conformément à la demande des autorités de tutelles, les comptes administratifs et les comptes sociaux sont identiques.

## Honoraires du commissaire aux comptes

Une facture de commissariat aux comptes concernant l'exercice 2022 est comptabilisée pour un montant de 13 620 €. En contrepartie l'UDAF a annulé une facture non parvenue de 23 040 €.

Pour 2023, une facture à recevoir a été constatée pour un montant de 13 200 €.

La lettre de mission du cabinet Ficorec indique des honoraires pour l'audit légal des comptes 2023 à hauteur de 11 330 € H.T.

**FIGOREC AUDIT**  
Société de Commissariat aux comptes  
SAS Capital 40 000 €  
SIRET 383 916 608 00011  
132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE  
Tél. 04 91 32 19 19  
Fax 04 91 32 19 18

## Provisions pour Congés payés

Une provision pour congés payés est comptabilisée pour un montant de : 561 279 € au 31/12/2023.

## Engagements pour indemnités de départ à la retraite

Les engagements de l'Association pour les indemnités de départ à la retraite de son personnel sont de 196 291 € au 31/12/2023 en hausse de 17 102€ par rapport au 31/12/2022.

L'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite a été évalué pour les personnes de plus de 57 ans (suivant les instructions de notre financeur principal) suivant la méthode d'évaluation actuarielle conformément aux recommandations de l'UNAF.

Les principales hypothèses de calcul sont :

- Taux d'actualisation (inflation) : 2%
- Taux de mortalité : grille assurance TV 99-01
- Taux de charges sociales pour départ volontaire à la retraite avant 65 ans : 57%
- Mise à la retraite à 65 ans avec amende de 50%
- 1/5 de mois de salaires par année de présence
- 2/15 au-delà de 10 ans.

L'âge légal de départ à la retraite a été mis à jour suite à la dernière réforme des retraites.

## Rémunération des trois personnes les mieux rémunérées (art20 de la loi du 23/05/2006)

Les trois salariés les mieux rémunérés ont perçu une rémunération brute au titre de l'exercice 2023 d'un montant de 182 864,55 €.

## Contributions volontaires (règlement ANC 2018-06)

Les contributions volontaires pour 2023 n'ont pas été valorisées faute de données. Conformément aux consignes de l'Unaf l'UDAF aurait comptabilisé les contributions en travail de nos bénévoles au tarif du Smic horaire avec des charges sociales évaluées à 50%.

## Engagement Hors bilan

L'UDAF gère pour le compte du service de protection des majeurs et au nom des personnes suivies, des comptes bancaires à hauteur de :

- Comptes individuels Majeurs Protégés : 24 816 271,00 €
- Comptes externes Majeurs Protégés : 48 266 930,64 €
- Comptes individuels gérés au titre d'AGBF : 310 289,60 €
- Comptes assurance-vie et titres : 45 762 585,81 €

**FIGOREC AUDIT**  
Société de Commissariat aux comptes  
SAS Capital 40 000 €  
SIRET 383 916 608 00011  
132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE  
Tél. 04 91 32 19 19  
Fax 04 91 32 19 18

## Description de l'objet social de l'entité

L'Udaf des Bouches du Rhône est une association à but non lucratif créé en 1945 et reconnue d'utilité publique.

Le code de l'action sociale et des Familles confie à l'Udaf les 4 missions suivantes :

1. Donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
2. Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la Région, le Département, la Commune ;
3. Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
4. Exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles.

## Description de la nature et du périmètre des activités et moyens mis en œuvre

D'une façon générale, l'UDAF des Bouches-du-Rhône intervient sur tous les champs relatifs à la famille, à travers ses Représentations et ses Commissions thématiques mais également directement auprès des familles par le biais de ses services sociaux. Ses activités sont réparties sur cinq sites (siège social à Marseille et 4 antennes – Aix, Arles, Martigues, Aubagne) auxquelles s'ajoutent 30 lieux de permanence répartis sur l'ensemble du département. A ce jour, 240 bénévoles et 110 salariés interviennent quotidiennement.

En 2018, une large réflexion a été menée dans le but d'améliorer la lisibilité des activités de l'UDAF. L'organisation des services et leur rattachement ont été repensés pour aboutir en 2019 à une structuration en quatre grands pôles : le Pôle Institution, le Pôle Adulte (Services aux Majeurs Protégés), le Pôle Enfance et Familles (Services AGBF et AEB, Médiation Familiale, etc.), le Pôle Habitat (dispositifs Familles Gouvernantes et Résidence Accueil).

### A. L'INSTITUTION FAMILIALE

Elle représente le cœur de métier de l'UDAF des Bouches-du-Rhône et a en charge 4 activités principales :

- Les relations avec les associations familiales

Comme son nom l'indique, l'UDAF est une UNION (et non une fédération) d'associations familiales adhérentes. Et de ce fait, elle est le chef de fil d'un réseau associatif pour lequel elle apporte un soutien attentif et permanent. Cela consiste à proposer de l'aide au montage de projet, du conseil, de l'information, de la formation, etc.

A partir d'une équipe pluridisciplinaire composée d'administrateurs et de salariés, plusieurs actions sont réalisées en direction des associations :

- appui technique sur le montage de dossier, l'organisation de manifestations, recherche d'intervenants,

- missions de médiation variées dans le domaine de la gouvernance,
- information sur la politique familiale (site et publication régulière de l'UDAF, conférences-débats, centre de documentation, retombées médiatiques, guides et plaquettes d'information, interventions publiques, études de l'observatoire, ...),
- formations thématiques : comptabilité des associations, informatique (navigation internet, utilisations de logiciels, démarche qualité, etc.), - interventions au cours des manifestations des associations (conférences, journées thématiques, assemblées générales, etc.).
- La représentation des familles

Une des missions principales de l'UDAF consiste à représenter officiellement l'ensemble des familles des Bouches-du-Rhône, que ces familles adhèrent ou non à une association familiale. La Présidente de l'UDAF nomme les représentants qui siègent au sein d'Institutions locales. Ils sont les porte-parole des familles auprès des Pouvoirs Publics. A ce jour, l'UDAF rassemble plus de 210 représentants familiaux bénévoles exerçant leur mandat auprès, notamment :

- des Centres Communaux d'Action Sociale (119),
- de la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône,
- de la Mutualité Sociale Agricole Provence-Azur,
- de la Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie,
- des Hôpitaux et établissements médicaux
- des offices publics d'HLM (13 Habitat, HMP, Sud Habitat, ...),
- des Conseil de famille des pupilles de l'Etat,
- etc.

La place des représentants familiaux dispose d'un rôle réellement « politique » au service de l'intérêt général, les représentants familiaux utilisent chacune des instances dans lesquelles ils siègent comme une tribune où ils portent « la voix des familles ».

## **B. LES SERVICES SOCIAUX**

Par son rôle auprès des familles et notamment celles fragilisées ou vulnérables, les pouvoir publics ont confié à l'UDAF des Bouches-du-Rhône la gestion de services spécialisés qui concourent à la protection de la personne et de l'enfance.

### **▪ Le Pôle Adulte :**

#### **Le Service des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs (MJPM)**

Ce service regroupe les activités dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs. Celle-ci vise à protéger les personnes majeures atteintes de maladie mentale et dont la situation économique et sociale nécessite un accompagnement spécifique sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Les mesures de protection juridique décidées par le juge des contentieux de la protection au travers d'ordonnances, prennent leur origine à partir des demandes qui lui sont adressées par les travailleurs sociaux, la famille ou les personnes proches de la personne vulnérable.

À ce jour, les équipes de ce service accompagnent annuellement en moyenne plus de 2 350 personnes protégées.

**La plateforme d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF)** propose un accompagnement gratuit lors de permanences sur les différents Tribunaux d'Instance du département ou lors de réunions d'informations collectives à l'intention des tuteurs familiaux afin des leurs données des informations sur leurs obligations de gestion tutélaire.

**Le service « Mineurs »** comprend des mesures Ad'hoc mineurs ; gestion des intérêts financiers des mineurs.

**La plateforme juridique et patrimoniale** : analyse, conseille et traite les dossiers complexes relatifs à des situations sur le volet financier (investissement, endettement, ...), patrimonial et immobilier (donation, succession, vente immobilière, etc.) au regard des recours en contentieux toujours aussi nombreux des majeurs et surtout, de leurs familles.

▪ **Le Pôle Enfance et Familles :**

**Le service d'Aide à la Gestion du Budget Familial (AGBF)**

Dans le cadre de la protection de l'enfance, ce service gère sur ordonnance du Juge des enfants, la mesure judiciaire d'aide à la gestion budgétaire (anciennement Tutelle aux Prestations Sociales Enfants – TPSE). Lorsque les prestations familiales ne sont pas employées pour les besoins de l'enfant liés au logement, à l'entretien, à la santé ou à l'éducation, le juge des enfants peut ordonner que les prestations soient en tout ou partie versées à un service agréé tel que l'UDAF des Bouches-du-Rhône.

L'UDAF des Bouches-du-Rhône est la seule structure du département agréée par l'Etat pour gérer la mesure AGBF. A ce jour, près de 350 familles des Bouches-du-Rhône bénéficient de cette mesure annuellement.

**Le service d'Accompagnement Budgétaire**

Il consiste à répondre aux demandes des juges pour l'aide à la gestion budgétaire, aux administrations qui sollicitent nos compétences et aux publics rencontrant des difficultés de surendettement. Il se décompose en deux activités.

– **L'Action Educative Budgétaire (AEB)** : il s'agit d'exercer des missions de conseil dans le domaine du budget familial auprès de personnes en difficultés financières tant en milieu carcéral qu'auprès d'administratifs publics et partenaires privés (bailleurs). L'UDAF signe des conventions avec de nombreux organismes à ce sujet.

– **Le Point Conseil au Budget (PCB)** : cette mission est issue de la Loi de Lutte contre la pauvreté de 2017 sur le surendettement. Un accueil universel pour toute personne confrontée à des problématiques budgétaires et administratives. Un guichet unique pour informer, accompagner, instruire et orienter. Les domaines d'intervention sont multiples : le logement, la parentalité, la petite enfance, la médiation familiale ou juridique, les aides financières, la solidarité, la santé, l'éducation, le handicap, etc. Ces permanences ont lieu à Marseille ou dans d'autres lieux, au sein du réseau des associations familiales

**Le service du Parrainage de Proximité**

Ce service créé en 2010 a pour mission de mettre en lien et d'accompagner des familles avec enfants et des parrains afin de créer une relation affective privilégiée instituée. Coordinatrice de cette action, l'UDAF des Bouches-du-Rhône développe ce service en partenariat avec l'association Parrainage de Proximité et les membres du Comité départemental du Parrainage de proximité : CAF 13, CD 13, DDCS13, MSA Provence Azur, Inspection Académique 13, Ville

de Marseille, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Tribunal pour enfant, Association ANEF Provence, La Sauvegarde 13, Association EPIS, Apprentis d'Auteuil.

Pour mener à bien cette mission, l'UDAF s'appuie sur une commission de sélection et de suivi composée de bénévoles de l'association Parrainage de Proximité et de salariés d'une part, et d'un service opérationnel d'autre part. Cette activité tend à se développer et compte à ce jour 80 parrainages.

### **Le service de Médiation Familiale**

Ce service apporte une réponse à toute personne face à des situations de conflit et de rupture familiale (couples, parents-adolescent, grands-parents – petits enfants, aidants familiaux, fratrie, etc.) :

- garantir l'accueil, l'écoute et l'information générale des familles sur la médiation familiale ;
- permettre un apaisement des situations conflictuelles au sein des familles et la restauration des liens entre les différents membres de la famille en proposant des entretiens de médiation familiale dans un cadre neutre.

Le service de Médiation familiale de l'UDAF compte parmi les 5 services agréés par la CAF des Bouches-du-Rhône.

Les permanences de la médiation familiale sont assurées par des médiatrices diplômées d'Etat et se déroulent dans différentes communes du département.

### **▪ Le Pôle Habitat :**

#### **Le dispositif Familles Gouvernantes**

Le dispositif Familles Gouvernantes propose de recréer une cellule familiale pour des personnes placées sous mesures de protection civile et cumulant divers handicaps ne pouvant vivre seules mais ne relevant d'aucun mode d'hébergement institutionnel. Il permet de rompre l'isolement dont souffrent ces personnes vulnérables et de les maintenir dans le tissu social. Il leur assure une vie quotidienne stable, un suivi médical en milieu ouvert et une garantie d'accès aux soins.

Créé en 2007, il permet aujourd'hui de loger et d'accompagner plus de 70 personnes vulnérables dans une douzaine d'unités. Quatre ouvertures prévues : 2 en 2022 à Aubagne et Marignane, 2 en 2023 à Venelles.

#### **La Résidence Accueil**

La Résidence Accueil est un dispositif des hommes et des femmes seules, fragilisés et handicapés par des troubles psychiques. Ils peuvent avoir de faibles niveaux de ressources, être en difficulté sociale et de santé, en situation d'isolement, voire parfois d'exclusion. Par contre, ils sont suffisamment autonomes pour accéder à un logement individuel, dès lors qu'un accompagnement et des soins sont mis en place. L'individu a besoin pour devenir lui-même, du regard de personnes à qui il accorde lui aussi de l'importance et du sens.

Le dispositif de Résidence Accueil se différencie et complète les dispositifs d'accompagnement social ou de l'accueil à caractère thérapeutique et social existants, comme une aide à l'organisation de la vie quotidienne pour les personnes qui n'arrivent pas à vivre seules. Il ne s'agit pas plus d'une alternative à l'hospitalisation en psychiatrie dans la mesure où la Résidence Accueil n'est pas soignante.

A ce jour, l'UDAF gère une résidence accueil de 16 places. Des projets sont en cours pour la période 2020-2025.

## Faits significatifs de l'exercice 2023

### Pôle enfance famille

#### **Médiation familiale :**

Les services de la CAF 13 ont à nouveau accordé 2 ETP de Médiateurs Familiaux. Cependant, en 2023, **1.13 ETP de Médiatrice Familiale** ont été mis au service de cette action (Perspectives 2024 : 2 ETP), ainsi que **0.25 ETP d'assistante**.

#### **Parrainage de Proximité :**

L'information de l'augmentation de nos financements par le conseil départemental étant arrivée en fin d'année 2022, l'année de 2023 a débuté avec un recrutement d'1 ETP de référent travailleur social puis d'un second en juin, **portant l'équipe à 2.3 ETP de référent et 0.2 ETP de coordinatrice**.

Soumis aux exigences de qualité de l'accompagnement qu'explique la charte du parrainage de proximité, l'équipe doit également maintenant suivre les exigences qu'impose la loi de février 2022 relatif :

- Au casier judiciaire N°2 des salariés intervenant en protection de l'enfance et des parrains bénévoles : démarche administrative mise en œuvre dès le premier trimestre 2023 selon les modalités élaborées par le CD13,
- A l'inscription du parrainage de proximité comme un élément convenu dans le Projet pour l'enfant par l'inspecteur enfance famille, ce qui a invité l'équipe à retravailler et adapter nos outils de partenariat avec les équipes de l'ASE.

#### **Accompagnement à la gestion du budget familial et d'un logement adapté (ASELL / PCB) :**

Depuis 3 années, La DR PACA d'ALS et l'UDAF ont convenu d'engager un partenariat dans le domaine de l'accompagnement des salariés en difficulté. Les missions confiées à l'UDAF sont :

- Diagnostic complémentaire, (Missions à la prestation)
- Accompagnement social lié au logement, accès ou maintien, (Missions au mois)
- Accompagnement social lié à la gestion du budget et aux difficultés financières, (Missions au mois).

2023 aura vu le renouvellement de notre convention avec un renforcement du budget ainsi qu'une adaptation de nos suivis de facturation aux modalités d'organisation de notre partenaire ALS, avec un processus revu en interne entre nos services sociaux et de comptabilité générale.

Se basant sur le travail partenarial entrepris depuis 2020 par l'UDAF, la DDETS a sollicité l'UDAF afin de coordonner l'activité des PCB sur l'ensemble du département : **0.5 ETP de coordinatrice** ont permis de réaliser cette mission en 2023.

#### **AGBF :**

Le service AGBF est désigné par les juges des enfants pour venir en soutien aux familles dans la gestion de leur budget familial.



Ce service a connu une augmentation des mesures judiciaires passant de 326 mesures à 377. L'équipe est donc passée de 9.5 à **11 ETP de Délégués aux prestations familiales**.

Enfin, après un important travail sur le projet d'établissement réalisé sur le dernier semestre 2022, **l'équipe s'est mobilisée dès le début de l'année 2023 sur l'évaluation externe. Environ 90 thèmes ont été travaillés et réfléchis afin de s'auto-évaluer et proposer les actions d'amélioration.**

### **Pôle Adultes :**

Au 31.12.2023, l'UDAF exerçait **2534 mesures de protection des majeurs vulnérables** ce qui représente une **augmentation de 97 mesures** par rapport à 2022 (2437 mesures au 31.12.2022).

Cette année les équipes ont accueilli 16 MJPM et 3 assistantes.

**La permanence téléphonique avec le service dédié de la CAF :** expérimentée dans un premier temps, puis validée par nos deux structures, cette permanence hebdomadaire permet de solutionner plus rapidement des situations de blocages administratifs qui risqueraient de mettre à mal la situation budgétaire des majeurs.

**Expérimentation sur l'équipe Aubagne / Marseille :** Afin de répondre au besoin repéré par les équipes d'aller plus souvent au-devant des majeurs protégés, et donc d'en avoir le temps ; une expérimentation a été menée sur l'antenne d'Aubagne. 160 mesures de protection, suivies jusqu'alors par 3 mandataires accompagnés d'une assistante, ont été réaffectées à 4 mandataires sans assistants. Chaque mandataire est donc passé de 55 mesures à 45 mais ont dû assurer les tâches administratives eux-mêmes après avoir suivi une formation « logiciel métier ». **Les résultats ont été jugés suffisamment positifs pour poursuivre cette deuxième modalité d'accompagnement des personnes protégées et l'élargir à 8 mandataires sur l'année 2024.**

**Mise en place de la réforme relative au contrôle des Comptes-Rendus de Gestion (CRG) :** les tribunaux de Marseille et d'Aubagne ont souhaité anticiper sa mise en œuvre en préparant l'externalisation de cette mission en désignant l'association PROMAJE.

**Les premiers tests débutés en mars 2024 lors du lancement de la campagne des CRG se sont montrés concluants.**

**Préparation de l'évaluation des ESSMS :** Afin de démontrer que l'UDAF respecte **165 critères d'évaluation des ESSMS**, les équipes toutes ont participé aux réunions de travail sur la thématique de « la Continuité et la fluidité des parcours », repérant les besoins et proposant les outils d'amélioration de la qualité de l'accompagnement.

### **Pôle habitat :**

Le **dispositif d'Habitats Inclusifs Familles Gouvernantes** a accueilli 87 habitants répartis sur **16 habitats** inclusifs dont 3 nouveaux ouverts en 2023 :

- 8 habitats Familles Gouvernantes sont situés sur Marseille (6 en appartements et 2 villas)

- 8 habitats Familles Gouvernantes déployé à La Ciotat, Martigues, Miramas, Salon de Provence, Vitrolles, **2 à Venelles (septembre 2023) et Arles (décembre 2023).**

**La Résidence Accueil** présente un taux d'occupation de 98,74%, démontrant l'intérêt de cet habitat. En 2023, 17 personnes ont été accompagnées dans leurs parcours résidentiels.

## Faits significatifs postérieurs à la clôture

Aucun fait significatif postérieur à la clôture n'est à signaler

## Tableau des immobilisations

Les méthodes et les durées d'amortissements retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Progiciels	Linéaire	1 à 4 ans
Constructions	Linéaire	15 à 30 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	4 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Immobilisations	Immobilisations au 01 Janvier 2023	Acquisitions 2023	Cessions 2023	Immobilisations au 31 Décembre 2023
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>183 987</b>			<b>183 987</b>
Autres immobilisations incorporelles	183 987			183 987
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 207 037</b>	<b>5037</b>		<b>1 212 074</b>
Constructions	4 112			4 112
Installations, matériel et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles	1 202 925	5037		1 207 962
Immobilisations corporelles en cours				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>761 043</b>	<b>57 939</b>	<b>40 000</b>	<b>778 982</b>
Participations	692 265		0	692 265
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	59 360	57 939	40 000	77 299
Autres immobilisations financières	9 418			9 418
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>2 152 067</b>	<b>62 976</b>	<b>40 000</b>	<b>2 175 042</b>

## Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Amortissements et dépréc au 01/01/2023	Dotations 2023	Diminutions 2023	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles</b>	<b>175 857</b>	<b>7 447</b>		<b>183 304</b>
Autres immobilisations incorporelles	175 857	7 447		183 304
Immobilisations incorporelles en cours				
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>1 155 788</b>	<b>20 821</b>		<b>1 176 609</b>
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	338	587		925
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériel et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles	1 155 450	20 234		1 175 684
Immobilisations corporelles en cours				
<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>1 331 645</b>	<b>28 268</b>		<b>1 359 914</b>

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles</b>	<b>7 447</b>	<b>0</b>			
Autres immobilisations incorporelles	7 447				
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>20 281</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
Constructions sur sol propre	587				
Autres immobilisations corporelles	20 234				
<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>					
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>28 268</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		

**FIGOREC AUDIT**  
Société de Commissariat aux comptes  
SAS Capital 40 000 €  
SIRET 383 916 608 00011  
132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE  
Tél. 04 91 32 19 19  
Fax 04 91 32 19 18

## Tableau des produits à recevoir et des charges à payer

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	
Autres créances	37 005
Total	37 005

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 313
Dettes fiscales et sociales	580 044
Autres dettes	137 192
Total	798 550

## Ventilation de l'effectif temps plein par catégorie socio professionnelle

ETP moyen	Personnel salarié
Cadres	15
Employés	96
Total	111

## Tableau des charges et produits exceptionnels

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Régularisation compte de tiers	3 307	77200000
- Divers	26 523	77150000, 77200000
- Quote part subvention virée au résultat		
<b>Total</b>	<b>29 830</b>	
Charges exceptionnelles		
- Régularisation compte de tiers	2 469	67110000
- Divers	5 394	67110000, 67800000
- VNC		
<b>Total</b>	<b>7 863</b>	

Les produits exceptionnels sont en particulier constitués notamment du gain du procès avec notre fournisseur Orange et par la constatation de l'abattement de la taxe sur les salaires 2021.

## Tableau récapitulatif des fonds dédiés

Variations des fonds dédiés issus de	à l'ouverture de l'exercice	Report	Utilisations		à la cloture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation (1)</b>	<b>198 104</b>	<b>139 364</b>	<b>83 120</b>	<b>0</b>	<b>254 348</b>	<b>0</b>
Parrainage de proximité - CD13 - 2022	48 120		48 120		0	
Parrainage de proximité - CD13 - 2023		57 000			57 000	
Familles gouvernantes - DDETS	35 000		35 000		0	
Familles gouvernantes - DDETS - 2023		49 637			49 637	
Familles gouvernantes - ARS - 2023		32 727			32 727	
Médiation familiale aidants aidés 2020 - UNAF	8 000				8 000	
PCB non utilisé 2020 - DDETS	13 157				13 157	
Familles gouvernantes <2015 - DDETS	93 827				93 827	
<b>Contributions financières d'autres organismes (1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Ressources liées à la générosité du public (1)</b>	<b>0</b>	<b>10 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 500</b>	<b>0</b>
CEPAC don projet FG		10 500			10 500	
<b>TOTAL</b>	<b>198 104</b>	<b>149 864</b>	<b>83 120</b>	<b>0</b>	<b>264 848</b>	<b>0</b>

**FIGOREC AUDIT**  
Société de Commissariat aux comptes  
SAS Capital 40 000 €  
SIRET 383 916 608 00011  
132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE  
Tél. 04 91 32 19 19  
Fax 04 91 32 19 18

## Tableau des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions montants utilisés	Diminutions montants non utilisés	Montant fin exercice
<b>Autres provisions pour risques et charges</b>	<b>694 959</b>	<b>151 690</b>	<b>0</b>	<b>309 875</b>	<b>536 773</b>
Provision pour litiges prud'hommal	345 500	143 500		289 800	199 200
Provision développement professionnel	30 438				30 438
Autres provisions pour risques	105 627	5 217			110 844
Provision pour charges (IDR)	213 394	2 973		20 075	196 291
<b>Provisions pour dépréciations</b>	<b>7 027</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 027</b>
Sur comptes clients	7 027				7 027
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>701 986</b>	<b>151 690</b>	<b>0</b>	<b>309 875</b>	<b>543 800</b>
Dont dotations et reprises d'exploitation		77 670		27 064	

## Etat des échéances des créances et dettes

Etat des créances	Montant brut	à 1 an au plus	A plus d'un an	
Prêts	77 299	77 299		
Autres immobilisations financières	9 418	9 418		
Autres créances clients	201 368	201 368		
Personnel et organismes sociaux	36 780	36 780		
Débiteurs divers	40 047	40 047		
Charges constatées d'avance	7 227	7 227		
<b>Total</b>	<b>372 139</b>	<b>372 139</b>	<b>0</b>	
Etat des dettes	Montant brut	à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'un organisme bancaire	0			
Emprunts et dettes diverses	25 425	25 425		
Fournisseurs et comptes rattachés	143 521	143 521		
Personnel et comptes rattachés	624 098	624 098		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	252 506	252 506		
Impôts, taxes et assimilés	61 725	61 725		
Autres dettes fiscales et sociales				
Autres dettes	347 700	347 700		

Produits constatés d'avance	135 458	135 458		
<b>Total</b>	<b>1 590 434</b>	<b>1 590 434</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds associatifs					
Sans droit de reprise	304 898				304 898
Réserves					
Autres réserves	112 735				112 735
Excédents affectés investissements	26 883				26 883
Excédents affectés investissements CPOM	35 000				35 000
Excédents affectés couverture du BFR	239 914				239 914
Réserve compensation déficit d'exploitation	292 886				292 886
Réserve compensation charges d'amortissement	37 810				37 810
Report à nouveau					
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	-861 162	14 302			-846 859
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables					
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	902 022				902 022
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-780 115				-780 115
Report à nouveau affecté aux mesures d'exploitation	226 565				226 565
Report à nouveau affecté aux charges d'exploitation	441 089				441 089
Résultat de l'exercice	14 302	-14 302	448 703		448 703
Provisions réglementées					
Subventions d'investissement					
<b>TOTAL</b>	<b>992 827</b>	<b>0</b>	<b>448 703</b>	<b>0</b>	<b>1 441 530</b>

## Tableau des emprunts en cours

Non concerné

**FICOREC AUDIT**  
*Société de Commissariat aux comptes*  
SAS Capital 40 000 €  
SIRET 383 916 608 00011  
132, Bd Michelet – 13008 MARSEILLE  
Tél. 04 91 32 19 19  
Fax 04 91 32 19 18

## **ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **UDAF 13**

Exercice clos le 31/12/2023

<b>Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes</b>
---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.